



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES

31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Solutions globales Mobi724 Inc.

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 4
États financiers	
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé du résultat global	6
État consolidé des variations des capitaux propres	7
Tableau consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 42



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Solutions globales Mobi724 Inc.

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Solutions globales Mobi724 Inc. (ci-après « la société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018 et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2019 et 2018 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 2 b) des états financiers consolidés, qui indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux

normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Antonia Psyharis.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.¹

Montréal
Le 27 avril 2020

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119564

Solutions globales Mobi724 Inc.

État consolidé de la situation financière

Aux 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens)

	Note	2019	2018
		\$	\$
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 037 511	479 803
Clients et autres débiteurs	7	795 426	870 183
Charges payées d'avance et autres actifs courants		110 813	221 723
Actif classé comme étant détenu en vue de la vente	8	404 043	-
Total des actifs courants		2 347 793	1 571 709
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	9	43 826	51 609
Actif au titre de droits d'utilisation	10	131 418	-
Immobilisations incorporelles	11	139 971	1 406 891
Goodwill	11	-	3 430 466
Total des actifs non courants		315 215	4 888 966
Total des actifs		2 663 008	6 460 675
Passifs			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	12	688 186	1 438 545
Obligation locative	10	134 001	-
Emprunt à vue		-	150 000
Partie courante de la dette à long terme	14	1 203 560	1 026 280
Total des passifs courants		2 025 747	2 614 825
Passifs non courants			
Dette à long terme	14	21 917	48 197
Instruments d'emprunt convertibles	13	495 204	-
Impôt différé	17	37 093	48 261
Total des passifs non courants		554 214	96 458
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société			
Capital social	15	37 015 747	36 281 451
Autres comptes de capitaux propres	15	14 252 696	13 709 816
Composante capitaux propres des instruments d'emprunt convertibles	13	3 844 004	3 462 531
Déficit		(54 913 838)	(49 344 723)
Écart de conversion cumulé		(115 562)	(92 487)
		83 047	4 016 588
Participation ne donnant pas le contrôle	6	-	(267 196)
Total des capitaux propres		83 047	3 749 392
Total des passifs et capitaux propres		2 663 008	6 460 675

Continuité de l'exploitation (Note 2), Événements postérieurs (Note 24)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Solutions globales Mobi724 Inc.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens)

	Note	2019	2018
		\$	\$
Produits des activités ordinaires		1 063 863	624 831
Charges d'exploitation			
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration		3 065 041	3 913 700
Technologies		1 375 429	1 585 969
Amortissement des immobilisations corporelles	6, 9	21 556	18 806
Amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation	10	166 740	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	6, 11	291 129	644 645
Rémunération fondée sur des actions	15	162 224	219 375
Profit au règlement de passifs	12	(12 411)	(794 772)
Perte de valeur du goodwill	11	1 439 191	2 500 000
Perte d'exploitation		(5 445 036)	(7 462 892)
Charges financières, montant net	16	268 904	209 834
Perte nette avant impôt sur le résultat		(5 713 940)	(7 672 726)
Impôt sur le résultat			
Exigible	17	16 950	(40 869)
Différé	17	(11 168)	(110 408)
		5 782	(151 277)
Perte nette des activités poursuivies		(5 719 722)	(7 521 449)
Bénéfice net des activités abandonnées	6	425 303	245 735
Perte nette		(5 294 419)	(7 275 714)
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés en résultat net au cours de périodes ultérieures			
Écart de conversion cumulé		(23 075)	16 510
Résultat global		(5 317 494)	(7 259 204)
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice attribuable :			
Des activités poursuivies aux propriétaires de la société		(5 719 722)	(7 521 449)
Des activités abandonnées aux propriétaires de la société		475 275	433 730
Des activités abandonnées à la participation ne donnant pas le contrôle		(49 972)	(187 995)
Perte nette		(5 294 419)	(7 275 714)
Résultat global de l'exercice attribuable :			
Des activités poursuivies aux propriétaires de la société		(5 742 797)	(7 504 939)
Des activités abandonnées aux propriétaires de la société		475 275	433 730
Des activités abandonnées à la participation ne donnant pas le contrôle		(49 972)	(187 995)
Résultat global		(5 317 494)	(7 259 204)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		214 705 558	197 506 820
Bénéfice net (perte nette) par action de base et diluée			
Des activités poursuivies		(0.02)	(0.04)
Des activités abandonnées		0.00	0.00
		(0.02)	(0.04)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Solutions globales Mobi724 Inc.

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens)

	Note	Capital social		Autres comptes de capitaux propres		Composante capitaux propres des instruments d'emprunt convertibles		Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		Participation ne donnant pas le contrôle		Total
		Nombre	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 1 ^{er} janvier 2019		200 144 815	36 281 451	13 709 816	3 462 531	(49 344 723)	(92 487)	4 016 588	(267 196)			3 749 392
Perte nette de l'exercice			-	-	-	(5 244 447)	-	(5 244 447)	(49 972)			(5 294 419)
Autres éléments du résultat global			-	-	-	-	(23 075)	(23 075)	-			(23 075)
Résultat global de l'exercice			-	-	-	(5 244 447)	(23 075)	(5 267 522)	(49 972)			(5 317 494)
Décomptabilisation de la participation ne donnant pas le contrôle liée à la sortie d'entreprise	6	-	-	-	-	-	-	-	-	317 168		317 168
Règlement de passifs	12	1 500 000	105 000	-	-	-	-	105 000	-			105 000
Charge d'intérêts sur une débenture convertible présentée dans les capitaux propres	13	-	-	-	324 668	(324 668)	-	-	-	-		-
Instrument d'emprunt convertible émis et présenté à titre de capitaux propres	13	-	-	-	56 805	-	-	56 805	-			56 805
Paiements fondés sur des actions	15	250 000	12 500	159 676	-	-	-	172 176	-			172 176
Émission de bons de souscription	15	-	-	383 204	-	-	-	383 204	-			383 204
Émission d'actions dans le cadre d'un placement privé	15	16 783 216	616 796	-	-	-	-	616 796	-			616 796
Solde au 31 décembre 2019		218 678 031	37 015 747	14 252 696	3 844 004	(54 913 838)	(115 562)	83 047	-			83 047
Solde au 1 ^{er} janvier 2018		189 397 749	34 679 708	13 410 075	3 136 269	(41 930 742)	(108 997)	9 186 313	(79 201)			9 107 112
Perte nette de l'exercice			-	-	-	(7 087 719)	-	(7 087 719)	(187 995)			(7 275 714)
Autres éléments du résultat global			-	-	-	-	16 510	16 510	-			16 510
Résultat global de l'exercice			-	-	-	(7 087 719)	16 510	(7 071 209)	(187 995)			(7 259 204)
Règlement de passifs	12	695 899	107 709	-	-	-	-	107 709	-			107 709
Charge d'intérêts sur une débenture convertible présentée dans les capitaux propres	13	-	-	-	326 262	(326 262)	-	-	-			-
Conversion d'une débenture convertible	13	2 133 333	320 000	-	-	-	-	320 000	-			320 000
Actions émises contre intérêts	13	170 667	25 600	-	-	-	-	25 600	-			25 600
Paiements fondés sur des actions	15	-	-	259 100	-	-	-	259 100	-			259 100
Émission de bons de souscription	15	-	-	339 257	-	-	-	339 257	-			339 257
Exercice de bons de souscription	15	7 347 167	1 077 644	(287 826)	-	-	-	789 818	-			789 818
Exercice d'options sur actions	15	400 000	70 790	(10 790)	-	-	-	60 000	-			60 000
Solde au 31 décembre 2018		200 144 815	36 281 451	13 709 816	3 462 531	(49 344 723)	(92 487)	4 016 588	(267 196)			3 749 392

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Tableau consolidé des flux de trésorerie
Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en dollars canadiens)

	Note	2019	2018
		\$	\$
Activités d'exploitation:			
Perte nette des activités poursuivies		(5 719 722)	(7 521 449)
Éléments hors trésorerie :			
Amortissement des immobilisations corporelles	6, 9	21 556	18 806
Amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation	10	166 740	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	6, 11	291 129	644 645
Radiation d'immobilisations incorporelles		101 748	-
Paielements fondés sur des actions		159 676	259 100
Honoraires de professionnels		2 500	27 000
Profit au règlement de passifs		(12 411)	(280 816)
Perte de valeur du goodwill		1 439 191	2 500 000
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	13	82 009	33 678
Impôt différé		(11 168)	(110 408)
		(3 478 752)	(4 429 444)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	21	(421 374)	(287 068)
Sorties nettes liées aux activités poursuivies			
		(3 900 126)	(4 716 512)
Entrées nettes liées aux activités abandonnées			
	6	276 770	481 802
Sorties nettes liées aux activités d'exploitation			
		(3 623 356)	(4 234 710)
Activités de financement :			
Remboursement des emprunts à vue		(150 000)	(50 000)
Remboursement de la dette à long terme		(26 280)	(36 280)
Remboursement des instruments d'emprunt convertibles		(30 000)	-
Remboursement d'une obligation locative		(164 157)	-
Produit de l'exercice de bons de souscription		-	1 102 075
Produit de l'émission de bons de souscription		383 204	-
Produit de l'émission de la dette à long terme		177 280	-
Produit de l'exercice d'options sur actions		-	60 000
Produit de l'émission de débentures convertibles		500 000	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires		616 796	-
Entrées nettes liées aux activités de financement			
		1 306 843	1 075 795
Activités d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(18 869)	(34 992)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	11	-	(78 200)
Produit net de la sortie d'une entreprise et de la sortie d'actifs	6	2 916 165	-
Entrées (sorties) nettes liées aux activités d'investissement			
		2 897 296	(113 192)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie			
		(23 075)	16 510
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
		557 708	(3 255 597)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture			
		479 803	3 735 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture			
		1 037 511	479 803
Impôt sur le résultat payé			
		16 950	32 506
Intérêts payés			
		194 519	106 552

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

1. Constitution en société et nature des activités

Solutions globales Mobi724 inc. (la « société » ou « Mobi724 ») a été constituée en société le 8 février 2005 sous le régime de la loi sur les sociétés par actions de l'Alberta intitulée *Business Corporations Act*. Mobi724 est une société mondiale de technologie financière offrant une gamme intégrée de solutions de veille stratégique fondées sur des données et de solutions d'offres et de récompenses liées aux cartes s'appuyant sur l'intelligence artificielle.

Le siège social et bureau principal de la société se trouve au 257, rue Sherbrooke Est, bureau 400, Montréal (Québec) H2X 1E3. Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la société et ceux de ses filiales entièrement détenues, à savoir First Equity Strategy LLC (« First Equity »), constituée dans le Delaware, aux États-Unis, Mobi724 Solutions S.R.L., constituée en Argentine, I.Q. 7/24 Inc. (« iQ724 ») et Mobi724 Smart Transactions Inc., toutes deux constituées sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

En 2019, les états financiers consolidés de la société comprennent les comptes de sa filiale Mobi724 Asia Inc., qu'elle détenait à hauteur de 70 %, jusqu'à la date de cession. Cette filiale a été cédée le 30 août 2019. Voir la note 6 pour obtenir plus de précisions.

Les actions ordinaires de Mobi724 sont inscrites à la Bourse de croissance TSX sous le symbole « MOS ».

2. Base d'établissement et continuité de l'exploitation

a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et autorisé leur publication le 27 avril 2020.

b) Continuité de l'exploitation

Les présents états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation, conformément aux IFRS. La continuité de l'exploitation suppose la réalisation de la valeur comptable des actifs de la société et le règlement à l'échéance des passifs contractés dans le cours normal de ses activités. L'application de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est tributaire d'événements futurs, tels que l'atteinte d'un niveau satisfaisant de produits des activités ordinaires tirés du système de point de vente mobile, l'atteinte de la rentabilité des activités d'exploitation, la capacité de générer des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ainsi que la possibilité de conclure de nouveaux accords de financement et de réunir de nouveaux capitaux pour assurer l'exécution du plan d'affaires de la société.

La société a dégagé des produits des activités ordinaires limités depuis sa constitution, et ses activités poursuivies se sont soldées par des pertes totalisant 5 719 722 \$ et 7 521 449 \$ pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Le déficit accumulé par la société depuis sa constitution, le 8 février 2005, se chiffre à 54 913 838 \$. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a touché un montant de fonds supplémentaires d'environ 1 677 280 \$ provenant d'un financement par capitaux propres et emprunts. En outre, au 31 décembre 2019, la société ne respectait pas les clauses restrictives liées à un emprunt à terme, ce qui pourrait amener le prêteur à exercer son droit de demander le remboursement immédiat des montants empruntés. Au 31 décembre 2019, la société affichait un fonds de roulement de 322 046 \$ (un fonds de roulement déficitaire de 1 043 116 \$ au 31 décembre 2018), ce qui comprend l'emprunt à terme reclassé dans les passifs courants. À la date des présents états financiers consolidés, le fonds de roulement de la société n'était pas suffisant pour couvrir les coûts nécessaires pour exécuter son plan d'affaires. La société évalue actuellement les moyens dont elle dispose pour réunir des fonds supplémentaires et restreindre ses sorties de trésorerie. Elle pourrait se trouver incapable d'honorer ses obligations actuelles. La société ne peut aucunement garantir qu'elle atteindra le seuil de rentabilité ni qu'elle sera en mesure d'exercer des activités d'exploitation rentables.

Pour déterminer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée, la direction prend en considération l'ensemble des informations qu'elle possède sur l'avenir, cet avenir étant défini comme un horizon d'au moins 12 mois après la clôture de la période de

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

présentation de l'information financière. Tel qu'il est précisé plus haut, lorsqu'elle fait son évaluation, la direction est au fait de l'existence d'incertitudes significatives entourant les événements et la conjoncture susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Les présents états financiers consolidés ne présentent pas les ajustements qu'il faudrait apporter à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux charges et aux classements à l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas valable. Ces ajustements pourraient être significatifs.

c) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été dressés selon le principe du coût historique.

d) Périmètre de consolidation

i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les transactions et les soldes intragroupe de même que les profits et les pertes latents sur ces transactions sont éliminés.

Le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle, présentée dans les capitaux propres, représente la part du résultat net et de l'actif net d'une filiale qui n'est pas détenue par la société. La société répartit le total du résultat global des filiales entre les propriétaires de la société et la participation ne donnant pas le contrôle en fonction de leurs participations respectives. La société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, transaction par transaction, soit à la juste valeur, soit à la valeur correspondant à la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

ii) Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises est évaluée à sa juste valeur. Les coûts liés aux acquisitions sont comptabilisés en résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Le goodwill correspond à l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise, le cas échéant, sur le solde net, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs repris identifiables. Si, après réévaluation, le solde net à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris identifiables est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise, le cas échéant, alors l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat net en tant que profit sur une acquisition à des conditions avantageuses.

e) Conversion des monnaies étrangères

i) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments compris dans les états financiers de chaque filiale de la société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel cette filiale exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales, à l'exception de Mobi724 Solutions S.R.L., dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin, et de Mobi724 Asia Inc., dont la monnaie fonctionnelle est le peso philippin.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

ii) Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle selon les cours de change en vigueur aux dates des transactions. À chaque date de clôture, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de la période. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis au taux historique en vigueur à la date de transaction. La totalité des profits et des pertes de change sur les transactions en monnaies étrangères est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net à titre de profits ou de pertes de change.

iii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, au poste « Écart de conversion cumulé ».

Lors de la sortie d'un établissement à l'étranger, la partie de l'écart de conversion cumulé qui se rapporte à cet établissement est transférée dans le résultat net en tant que profit ou perte résultant de la sortie. Dans le cas de la sortie partielle d'une filiale qui comprend un établissement à l'étranger, une partie proportionnelle de l'écart de conversion cumulé est réattribuée à la participation ne donnant pas le contrôle. Dans tous les autres cas de sortie partielle d'un établissement à l'étranger, la partie proportionnelle est reclassée en résultat net.

Les profits ou les pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance sur un établissement à l'étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, au poste « Écart de conversion cumulé ».

f) Reclassement des chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés selon la présentation adoptée pour l'exercice écoulé. Les activités incluses dans la sortie d'une entreprise et d'actifs sont présentées séparément au poste « Bénéfice net des activités abandonnées » de l'état consolidé du résultat global. Ces reclassements n'ont pas eu d'incidence sur les résultats d'exploitation présentés. Voir la note 6 pour obtenir plus de précisions.

3. Principales méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Afin de déterminer si elle doit comptabiliser des produits des activités ordinaires, la société suit les cinq étapes suivantes :

1. Identification du contrat conclu avec un client;
2. Identification des obligations de prestation;
3. Détermination du prix de transaction;
4. Répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation;
5. Comptabilisation des produits des activités ordinaires une fois les obligations de prestation remplies (ou progressivement, à mesure qu'elles sont remplies).

La société offre une gamme entièrement intégrée de solutions d'offres et de récompenses liées aux cartes qui sont fondées sur des données et qui ne reposent pas sur une technologie en particulier (le « traitement des transactions liées aux cartes à puce »). En 2018, la société offrait une vaste gamme entièrement intégrée de solutions de paiement, de solutions d'offres et de récompenses liées aux cartes et de solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique. Ces solutions représentaient les trois secteurs opérationnels distincts de la société. La plateforme de traitement mondiale de la société permet aux banques émettrices de cartes, aux réseaux de paiement, aux commerçants et aux exploitants de programmes de fidélisation de gérer, de mener, de surveiller et d'évaluer des campagnes d'avantages partout dans le monde, en temps réel.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les services d'intégration sont facturés au client une fois l'intégration achevée. Les produits des activités ordinaires tirés de ce service sont comptabilisés au moment où le service est fourni. Une fois l'intégration achevée, la société fournit des services de TI et les clients sont facturés en fonction de la quantité de transactions réalisées. Les produits des activités ordinaires tirés de ces services sont comptabilisés lorsque le service est fourni. Les services sont facturés aux clients mensuellement.

En 2018, la société offrait une gamme entièrement intégrée de solutions de paiement, de solutions d'offres et de récompenses liées aux cartes et de solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique. Ces solutions représentaient les trois secteurs opérationnels distincts de la société.

Solutions de paiement

Ce produit fournissait aux marchands, aux acquéreurs et aux institutions financières une solution clé en main pour l'enregistrement des transactions sur cartes effectuées à partir de tout appareil mobile, point de vente ou hébergeur de paiements. Les institutions financières étaient facturées en fonction du nombre de marchands qui avaient recours aux services de TI. Les produits des activités ordinaires tirés de ces services étaient comptabilisés lorsque le service était fourni. Les services étaient facturés aux clients mensuellement.

Solutions d'offres et récompenses liées aux cartes (« ORC »)

Ce produit donnait aux émetteurs de cartes, aux banques et aux marchands la possibilité de proposer des offres et des récompenses liées à une carte de paiement. Les services d'intégration étaient facturés au client une fois l'intégration achevée. Les produits des activités ordinaires tirés de ce service étaient comptabilisés au moment où le service était fourni. Une fois l'intégration achevée, la société fournissait des services de TI et les clients étaient facturés en fonction de la quantité de transactions réalisées. Les produits des activités ordinaires tirés de ces services étaient comptabilisés lorsque le service était fourni. Les services étaient facturés aux clients mensuellement.

Solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique

Ce produit proposait aux détaillants une solution complète englobant l'offre, la gestion et la vérification d'une multitude de récompenses servant à la fidélisation et à la gestion des relations clients. Il proposait aussi une variété de solutions tactiques et promotionnelles aux détaillants qui souhaitaient tirer profit des données sur les achats de leurs clients. Pour tous les services, la société facturait des frais mensuels, et les produits des activités ordinaires étaient comptabilisés lorsque le service était rendu.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition des immobilisations. Les logiciels achetés qui sont essentiels à la fonctionnalité du matériel connexe sont incorporés dans le coût de ce matériel. Le profit ou la perte résultant de la sortie d'une immobilisation corporelle est déterminé par la comparaison du produit de la sortie avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle, et le montant net est comptabilisé en résultat net.

Des dépenses d'investissement subséquentes ne sont incorporées dans le coût d'une immobilisation corporelle que lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs qui seront tirés de ces dépenses reviendront à la société. Les coûts des réparations et de la maintenance sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle. La société commence à comptabiliser l'amortissement des immobilisations corporelles dès que ces immobilisations sont prêtes à être mises en service.

L'amortissement est comptabilisé en résultat net selon le mode linéaire, étant donné que c'est ce mode qui reflète le plus étroitement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'immobilisation. La société utilise les périodes d'amortissement suivantes :

	<u>Années</u>
Mobilier et agencements	3
Matériel informatique	3 à 4

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à la clôture de chaque exercice et ajustés au besoin.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Lorsque des immobilisations incorporelles sont générées en interne, le coût comprend les coûts de la phase de développement directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction, pourvu que les critères de comptabilisation soient satisfaits.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur le coût de l'immobilisation incorporelle et est réparti sur sa durée d'utilité. La société utilise les périodes d'amortissement suivantes :

	<u>Années</u>
Technologie logicielle	5 à 10
Aiguilleur de paiement EMV	7
Brevets	5 à 10
Relations clients	5

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont réexaminés à la clôture de chaque exercice et ajustés au besoin. L'amortissement commence dès que les immobilisations incorporelles sont prêtes à être mises en service. Les actifs en développement se composent de portefeuilles.

Goodwill

Le goodwill est généré au moment de l'acquisition de filiales et est évalué par la suite au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Dépréciation d'actifs non financiers

La société évalue à chaque date de clôture si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs non financiers pourrait ne pas être recouvrée. Dans le cas du goodwill et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est estimée chaque année à la même date.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Les actifs communs de la société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie distinctes. S'il existe un indice qu'un actif commun a pu se déprécier, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT ou le groupe d'UGT auquel l'actif commun appartient.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont ramenés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations courantes du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques de l'actif ou de l'UGT. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises. En ce qui a trait aux autres actifs non financiers, les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, cette évaluation servant à déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Contrats de location

À la date de début d'un contrat de location, la société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'état de la situation financière. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût, lequel se compose du montant initial de l'obligation locative (déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus). La société amortit l'actif au titre du droit d'utilisation selon la méthode linéaire sur la période allant de la date de début du contrat de location jusqu'au terme de la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. À la date de début du contrat de location, la société évalue l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à cette date, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux ou, sinon, à l'aide du taux d'emprunt marginal de la société. Par la suite, l'obligation locative est réduite pour refléter les paiements effectués et augmentée pour refléter les intérêts et elle est réévaluée pour refléter toute nouvelle appréciation ou modification.

En 2018, tous les contrats de location de la société étaient des contrats de location simple. Les actifs loués n'étaient pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière, car ce n'était pas à la société que revenait la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à leur propriété. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple étaient comptabilisés en résultat net de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à ces actifs arrivent à expiration ou lorsque ces actifs de même que la quasi-totalité des risques et avantages qui y sont inhérents ont été transférés. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils sont éteints, acquittés, annulés ou expirés.

Les méthodes relatives aux instruments financiers de la société sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Actifs et passifs financiers au coût amorti¹

Type d'instrument	Trésorerie et équivalents de trésorerie, clients et autres débiteurs (exception faite des taxes de vente à recevoir et des crédits d'impôt à recevoir), créanciers et charges à payer (exception faite des salaires et charges sociales), instruments d'emprunt convertibles, emprunt à vue et dette à long terme
Évaluation	Coût amorti
Coûts de transaction	Inclus dans le coût de l'instrument
Profits ou pertes à la juste valeur	-
Intérêts et dividendes	Profit ou perte - Taux d'intérêt effectif
Dépréciation d'actifs	Profit ou perte ²
Incidence de change	Profit ou perte

¹ Dans le cas des actifs financiers, le coût amorti est appliqué si la détention de ceux-ci s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et si les conditions contractuelles des actifs financiers donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le capital restant dû. L'actualisation est omise lorsque son effet est négligeable.

² Les exigences relatives à la dépréciation reposent sur l'utilisation du modèle d'appréciation des pertes de crédit attendues, selon lequel la société prend en considération un plus large éventail d'informations lors de l'évaluation du risque de crédit et de l'appréciation des pertes attendues. En appliquant cette approche prospective, une distinction est faite entre :

- les instruments financiers dont la qualité du crédit ne s'est pas sensiblement détériorée depuis la comptabilisation initiale ou dont le risque de crédit est faible (« étape 1 »);
- les instruments financiers dont la qualité du crédit s'est considérablement détériorée depuis la comptabilisation initiale et dont le risque de crédit n'est pas faible (« étape 2 »);
- les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de dépréciation à la date de clôture (« étape 3 »).

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

La société applique une approche simplifiée pour calculer les pertes de crédit attendues sur les créances clients. Selon le modèle économique de la société, les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances clients sont considérées comme négligeables, puisque le risque de défaillance à un moment ou à un autre au cours de la durée de vie de l'instrument financier est réputé être pratiquement nul à la lumière de l'expérience passée.

Instruments financiers composés

Les instruments financiers composés émis par la société comprennent des instruments d'emprunt convertibles qui peuvent être convertis en actions ou en unités au gré du détenteur et dont le nombre d'actions faisant l'objet d'une émission ne varie pas en fonction des fluctuations de leur juste valeur. La juste valeur de la composante passif est estimée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs à l'aide d'un taux d'actualisation approprié. L'écart entre le produit de l'émission et la juste valeur de la composante passif est imputé à la composante capitaux propres. Lorsque les instruments d'emprunt sont convertibles en unités elles-mêmes convertibles en actions ordinaires et en bons de souscription d'actions, la composante capitaux propres est imputée à l'option de bon de souscription incorporée dans l'instrument en fonction de sa juste valeur calculée, et le montant résiduel est imputé à l'option de conversion.

La composante passif d'un instrument financier composé est initialement comptabilisée à la juste valeur d'un passif similaire qui ne comporte aucune option de conversion en titre de capitaux propres. La composante capitaux propres est initialement comptabilisée selon la méthode résiduelle et correspond à l'écart entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif. Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes passif et capitaux propres au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument financier composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres d'un instrument financier composé n'est pas réévaluée après la comptabilisation initiale.

Les intérêts, les dividendes, les profits et les pertes liés au passif financier sont comptabilisés en résultat net. Les distributions aux détenteurs d'instruments de capitaux propres sont comptabilisées dans les capitaux propres, déduction faite de tout avantage fiscal.

Juste valeur

La société doit classer les évaluations de la juste valeur de ses instruments financiers selon une hiérarchie à trois niveaux établie en fonction du type de données d'entrée employées lors de chaque évaluation. Ces catégories sont les suivantes :

- Niveau 1 – données observables, comme les prix cotés sur les marchés actifs;
- Niveau 2 – données d'entrée, autres que des cours sur des marchés actifs, qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 – données d'entrée non observables pour lesquelles il n'y a que peu ou pas de données de marché, de sorte que la société doit formuler ses propres hypothèses.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La société possède un régime de rémunération fondé sur des actions aux termes duquel des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres sont versés en échange de services reçus. La société comptabilise l'ensemble de sa rémunération fondée sur des actions selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser une charge à l'état consolidé du résultat global, à la date d'attribution, établie en fonction du nombre d'options sur lesquelles on s'attend à ce que les droits soient acquis, et la contrepartie est comptabilisée dans les autres comptes de capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière. Des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options sur lesquelles on s'attend à ce que les droits soient acquis. Le nombre d'attributions sur lesquelles on s'attend à ce que les droits soient acquis fait l'objet d'un examen au moins une fois l'an; tout résultat de cet examen est comptabilisé immédiatement à l'état consolidé du résultat net, un ajustement correspondant étant inscrit dans les autres comptes de capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière. La juste valeur est calculée selon le modèle d'évaluation de Black-Scholes à la date d'attribution et comptabilisée sur la période au cours de laquelle les droits sur les options s'acquièrent. La volatilité, évaluée en fonction de l'écart type des taux de rendement

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

continûment composés de l'action, est fondée sur une analyse statistique des cours quotidiens de l'action sur une période conforme à la durée de vie attendue de l'option. Lorsque des options sur actions sont exercées, toute contrepartie versée est créditée au capital social, de même que la portion précédemment comptabilisée dans le surplus d'apport qui s'y rapporte.

Transactions entre parties liées

Une partie liée s'entend de toute personne, y compris les membres de la famille proche de cette personne, ou de toute entité ayant une influence notable sur la société. Les parties liées comprennent également les membres du personnel de direction clé de la société, à savoir les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de l'orientation et de la supervision, directement ou indirectement, des activités de la société, y compris tout administrateur de la société, qu'il soit membre ou non de la direction. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable peut s'obtenir par la détention d'actions ou être reconnue par un texte de loi ou une convention. Une transaction est considérée comme une transaction avec une partie liée s'il y a transfert de ressources ou d'obligations entre parties liées.

Provisions

Une provision est constituée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, s'il y a lieu, des risques spécifiques du passif. La désactualisation est comptabilisée dans les charges financières.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat se compose de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé à l'état consolidé du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est lui aussi comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres respectivement.

Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est calculée en fonction des lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état consolidé de la situation financière dans les pays où la société et ses filiales exercent des activités et dégagent un bénéfice imposable. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans ses déclarations de revenus relativement aux cas où la réglementation porte à interprétation. Elle comptabilise une charge d'impôt, s'il y a lieu, correspondant aux montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Impôt différé

Une charge d'impôt différé est comptabilisée, selon la méthode du report variable, relativement aux différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, la charge d'impôt différé n'est pas comptabilisée si elle découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lors d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'influe ni sur le résultat comptable ni sur le bénéfice imposable. La charge d'impôt différé est déterminée à l'aide des taux d'imposition et des lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état consolidé de la situation financière et dont l'application est attendue lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé, réglé.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé uniquement dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels les différences temporaires pourront être imputées.

Une charge d'impôt différé est comptabilisée pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf dans la mesure où la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et où il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et si les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale relativement à la même entité imposable ou à des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler le montant net des soldes.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds en caisse et de placements très liquides qui arrivent à échéance au plus 90 jours après la date d'acquisition et qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Capital social

Les actions ordinaires, les options sur actions et les bons de souscription octroyés en contrepartie de biens et de services sont classés dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou de nouveaux bons de souscription sont inscrits dans les capitaux propres, déduction faite de l'impôt, en déduction du produit de l'émission.

Autres comptes de capitaux propres

Le surplus d'apport comprend les charges liées aux bons de souscription annulés ou expirés, aux options sur actions annulées ou expirées et aux options de conversion de débentures convertibles éteintes. La réserve relative aux options correspond à la charge liée aux options sur actions, déduction faite des options annulées, expirées ou déchuës. La réserve relative aux bons de souscription correspond à la valeur des bons de souscription émis diminuée de la charge liée aux bons expirés, annulés ou exercés.

Résultat par action

La société présente le résultat de base et dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action correspond au résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires de la société divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le calcul du résultat dilué par action suppose un ajustement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation tenant compte des instruments dilutifs. Le nombre d'actions se rapportant aux options sur actions, aux bons de souscription et à d'autres instruments similaires est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Les actions ordinaires de la société susceptibles d'être dilutives sont celles auxquelles se rapportent les options sur actions, les bons de souscription et des options de conversion. Dans le cas de la société, le résultat dilué par action présenté est identique au résultat de base par action, car l'effet sur le calcul du résultat dilué par action des options sur actions et des bons de souscription en circulation est antidilutif.

Information sectorielle

En date du 1^{er} septembre 2019, la société a réorganisé sa structure en un seul secteur d'exploitation à présenter, à savoir le secteur du traitement des transactions par cartes à puce. Auparavant, la structure de la société comprenait trois secteurs d'exploitation à présenter, soit le secteur des solutions de paiement, le secteur des solutions de commercialisation numérique et le secteur des solutions de veille stratégique. Voir la note 22 pour obtenir plus de précisions.

Bénéfice des activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée et qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale ou distincte, qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ou qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés séparément à l'état consolidé du résultat global.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Actif classé comme étant détenu en vue de la vente

L'actif classé comme étant détenu en vue de la vente est présenté séparément et évalué au plus faible de sa valeur comptable immédiatement avant qu'il soit classé comme étant détenu en vue de la vente et de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une fois classé comme étant détenu en vue de la vente, l'actif n'est pas amorti.

4. Estimations et jugements comptables critiques

Lors de la préparation des états financiers, la direction formule un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les jugements, les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui ont le plus d'incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sont décrits ci-après. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des résultats prévus.

Impôt sur le résultat

La société est assujettie à l'impôt sur le résultat dans plusieurs territoires de compétence. La détermination de la charge d'impôt sur le résultat de la société à l'échelle mondiale fait appel à un jugement important de la part de la direction. Le montant définitif de l'imposition est incertain relativement à certaines transactions et à certains calculs. La société comptabilise, à l'égard des questions qu'un audit fiscal soulèverait, un passif correspondant à l'impôt supplémentaire estimatif qu'elle pourrait devoir payer. Lorsque le montant exigible à l'issue des questions soulevées est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart influe sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de l'exercice au cours duquel cet écart est déterminé.

Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société à poursuivre son exploitation et à réunir des fonds suffisants pour payer ses charges d'exploitation courantes et honorer ses obligations de l'année suivante fait appel à un jugement important qui repose sur l'expérience passée et d'autres facteurs, dont les prévisions à l'égard des événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Voir la note 2 pour de plus amples renseignements.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles

L'évaluation de la dépréciation exige de la société qu'elle détermine la valeur recouvrable d'une UGT, qui s'entend du plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie indépendantes des autres actifs. Cette évaluation requiert des estimations importantes sur divers aspects, dont la juste valeur, les coûts de vente, le calendrier et l'ampleur des flux de trésorerie et les taux d'actualisation et d'intérêt. La société documente toutes les hypothèses formulées relativement aux estimations susmentionnées et met à jour ces hypothèses en fonction des renseignements les plus fiables dont elle dispose lorsque, le cas échéant, l'évaluation d'une dépréciation exige que la valeur recouvrable d'une UGT soit établie.

Paiements fondés sur des actions

L'estimation du coût des paiements fondés sur des actions exige la sélection d'un modèle d'évaluation pertinent et l'appréciation des données d'entrée nécessaires à l'application de ce modèle. La société a fait des estimations relativement à la volatilité de ses propres actions, à la durée probable des options sur actions, au moment où ces options seront exercées et aux extinctions prévues. Le modèle de Black-Scholes est celui qu'emploie la société.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

5. Normes comptables

Adoption de nouvelles normes, modifications et interprétations comptables au cours de l'exercice

IFRS 16 Contrats de location

La société a adopté IFRS 16 *Contrats de location* le 1^{er} janvier 2019 selon l'approche rétrospective modifiée. Selon cette approche, les effets cumulés de la première application sont comptabilisés au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres comparatifs ne sont pas retraités.

Auparavant, la société classait tous les contrats de location comme des contrats de location simple et ne comptabilisait aucun actif ni passif à l'état de la situation financière puisque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué n'étaient pas transférés. Aux termes d'IFRS 16, les preneurs doivent comptabiliser à l'état de la situation financière des actifs et des passifs pour tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat de location est de 12 mois ou moins ou si le bien sous-jacent au contrat de location est de faible valeur.

Lors de l'adoption d'IFRS 16, la société a comptabilisé les obligations locatives liées aux contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location simple conformément aux dispositions d'IAS 17, *Contrats de location*. Ces obligations ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la société au 1^{er} janvier 2019. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré qui a été appliqué aux obligations locatives au 1^{er} janvier 2019 est de 15 %. L'actif au titre du droit d'utilisation correspondant a été évalué au montant de l'obligation locative au 1^{er} janvier 2019, ajusté pour tenir compte du montant des avantages incitatifs à la location comptabilisé dans les passifs au 31 décembre 2018.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur la situation financière au 1^{er} janvier 2019 est la suivante :

Actif au titre du droit d'utilisation	140 457 \$
Obligation locative	140 457 \$

Nouvelles normes et interprétations ou modifications à des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur

À la date à laquelle les présents états financiers consolidés ont été autorisés, l'IASB avait publié plusieurs nouvelles normes et interprétations et plusieurs modifications de normes existantes qui n'étaient toutefois pas encore en vigueur. Aucune de ces normes ou modifications de normes existantes n'a été adoptée par anticipation par la société. La direction estime que toutes les prises de position pertinentes seront adoptées pour la première période ouverte à compter de la date de leur entrée en vigueur. Les nouvelles normes et interprétations ou modifications de normes existantes qui n'ont pas été adoptées au cours de l'exercice écoulé n'ont pas été présentées, puisque la société ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

6. Activités abandonnées et sortie d'une entreprise et d'actifs

SORTIE D'ACTIFS

Le 2 juillet 2019, la société a conclu avec Ackroo, Inc. une transaction dans le cadre de laquelle la majeure partie des relations clients détenues par la filiale entièrement détenue de la société, I.Q. 7/24 Inc., ont été vendues pour un produit de 2,8 millions de dollars. La société a convenu de fournir des services de transition durant une période d'au plus 24 mois afin d'assurer la migration d'une certaine partie de la clientèle depuis la plateforme de licences d'I.Q. 7/24 Inc. vers la plateforme d'Ackroo Inc.

Contrepartie reçue de la sortie d'actifs :		\$
Trésorerie	2 800 000	
Contrepartie nette	2 800 000	
Actifs cédés :		
Relations-clients	352 500	
Goodwill	1 991 275	
Actifs nets cédés	2 343 775	
Profit sur la sortie d'actifs	456 225	

Les résultats d'exploitation sont présentés au poste « Bénéfice net des activités abandonnées » de l'état consolidé du résultat global et les chiffres des périodes précédentes ont été retraités.

	2019	2018
	\$	\$
Produits des activités ordinaires	838 359	1 890 049
Charges d'exploitation		
Coût des ventes	104 737	120 307
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration	292 936	1 125 557
Amortissement des immobilisations incorporelles	117 500	235 000
Profit sur la sortie d'actifs	(456 225)	-
Profit au règlement de passifs	-	(22 750)
Bénéfice d'exploitation	779 411	431 935

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées reflétés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie :

	2019	2018
	\$	\$
Entrées nettes de trésorerie liées à la sortie d'actifs		
Activités d'exploitation :		
Bénéfice net des activités abandonnées	779 411	431 935
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement des immobilisations incorporelles	117 500	235 000
Profit sur la sortie d'actifs	(456 225)	-
Entrées nettes liées aux activités abandonnées	<u>440 686</u>	666 935
Activités d'investissement :		
Produit net de la sortie d'actifs	2 800 000	-
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<u>3 240 686</u>	666 935

SORTIE D'UNE ENTREPRISE

Le 30 août 2019, la société a cédé sa filiale Mobi724 Asia Inc. qu'elle détenait à hauteur de 70 % pour une contrepartie nette de 340 100 \$. Le 31 décembre 2019, elle a radié la créance restante de 215 100 \$ car elle n'avait pas d'attente raisonnable de recouvrement.

Contrepartie reçue de la sortie d'une entreprise :		\$
Trésorerie		125 000
Clients et autres débiteurs		215 100
Contrepartie nette		<u>340 100</u>
Actifs et passifs cédés :		
Trésorerie		8 835
Clients et autres débiteurs		122 018
Charges payées d'avance et autres actifs courants		60 429
Immobilisations corporelles		2 437
Créditeurs et charges à payer		(198 354)
Passifs nets cédés		<u>(4 635)</u>
Profit avant la décomptabilisation de la participation ne donnant pas le contrôle et la perte de valeur		<u>344 735</u>
Décomptabilisation de la participation ne donnant pas le contrôle		(317 168)
Perte de valeur du montant à recevoir à la vente de Mobi724 Asia Inc.		(215 100)
Perte sur la sortie d'une entreprise		<u>(187 533)</u>

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les résultats d'exploitation sont présentés au poste « Bénéfice net des activités abandonnées » de l'état consolidé du résultat global et les chiffres des périodes précédentes ont été retraités.

	2019	2018
	\$	\$
Produits des activités ordinaires	79 943	56 100
Charges d'exploitation		
Coût des ventes	59 134	29 567
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration	183 464	191 259
Amortissement des immobilisations corporelles	2 659	1 067
Perte sur la sortie d'une entreprise	187 533	-
Perte d'exploitation	(352 847)	(165 793)
Charges financières, montant net	1 261	20 407
Perte nette	(354 108)	(186 200)

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées reflétés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie :

	2019	2018
	\$	\$
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées à la sortie d'une entreprise		
Activités d'exploitation :		
Perte nette des activités abandonnées	(354 108)	(186 200)
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 659	1 067
Perte sur la sortie d'une entreprise	187 533	-
Sorties nettes liées aux activités abandonnées	(163 916)	(185 133)
Activités d'investissement :		
Produit net de la sortie d'une entreprise	116 165	-
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(47 751)	(185 133)

7. Clients et autres débiteurs

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Créances clients	188 203	451 883
Taxe de vente à recevoir	53 292	145 088
Crédits d'impôt à recevoir	553 931	162 239
Avances à recevoir d'un dirigeant d'une filiale	-	110 973
	795 426	870 183

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

8. Actif classé comme étant détenu en vue de la vente

À la clôture de l'exercice 2019, la société a décidé de ne plus présenter l'aiguilleur de paiement EMV dans les immobilisations incorporelles, ce qui est conforme à sa stratégie visant à mettre l'accent sur son unique secteur à présenter, à savoir le secteur du traitement des transactions liées aux cartes à puce. Par conséquent, l'aiguilleur de paiement EMV a été classé comme étant détenu en vue de la vente.

La valeur comptable de cet actif se résume comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Actif non courant		
Aiguilleur de paiement EMV	404 043	-
Actif classé comme étant détenu en vue de la vente	404 043	-

9. Immobilisations corporelles

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	319 838	55 085	374 923
Entrées	18 636	233	18 869
Sortie d'une entreprise (note 6)	(1 537)	(4 626)	(6 163)
Solde au 31 décembre 2019	336 937	50 692	387 629
Cumul des amortissements			
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	281 330	41 984	323 314
Amortissement	20 754	3 461	24 215
Sortie d'une entreprise (note 6)	(1 422)	(2 304)	(3 726)
Solde au 31 décembre 2019	300 662	43 141	343 803
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	36 275	7 551	43 826
Coût			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	292 496	47 435	339 931
Entrées	27 342	7 650	34 992
Solde au 31 décembre 2018	319 838	55 085	374 923
Cumul des amortissements			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	264 139	39 302	303 441
Amortissement	17 191	2 682	19 873
Solde au 31 décembre 2018	281 330	41 984	323 314
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	38 508	13 101	51 609

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

10. Contrats de location

La société loue des espaces à bureaux aux termes d'un contrat de location d'une durée de un an. L'actif au titre du droit d'utilisation et l'obligation locative comptabilisés par la société ont trait à ces locaux.

	Total
	\$
Actifs au titre de droits d'utilisation	
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	140 457
Entrée	157 701
Amortissement	(166 740)
Solde au 31 décembre 2019	131 418
Obligations locatives	
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	140 457
Entrée	157 701
Intérêts sur les obligations locatives	10 563
Paiements au titre de la location	(174 720)
Solde au 31 décembre 2019	134 001
Moins la partie courante	134 001
Partie non courante	-

Les paiements de capital exigibles au titre des obligations locatives à long terme pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

	31 décembre
	2019
	\$
Moins de un an	140 000
Entre un an et cinq ans	-
Total	140 000

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

11. Immobilisations incorporelles et goodwill

	Logiciels sous licence	Relations clients	Technologie logicielle	Aiguilleur de paiement EMV	Brevets	Actifs en dévelop- pement	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût								
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	1	1 175 000	3 863 093	1 028 441	80 378	77 500	6 224 413	5 930 466
Radiation ^{a)}	-	-	-	-	(80 378)	(77 500)	(157 878)	-
Détenu en vue de la vente	-	-	-	(1 028 441)	-	-	(1 028 441)	-
Sortie d'actifs (note 6)	-	(1 175 000)	-	-	-	-	(1 175 000)	(1 991 275)
Solde au 31 décembre 2019	1	-	3 863 093	-	-	-	3 863 094	3 939 191
Cumul des amortissements et des pertes de valeur								
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	-	705 000	3 582 280	477 478	52 764	-	4 817 522	2 500 000
Amortissement	-	117 500	140 843	146 920	3 366	-	408 629	-
Radiation ^{a)}	-	-	-	-	(56 130)	-	(56 130)	-
Détenu en vue de la vente	-	-	-	(624 398)	-	-	(624 398)	-
Sortie d'actifs (note 6)	-	(822 500)	-	-	-	-	(822 500)	-
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-	-	1 439 191
Solde au 31 décembre 2019	-	-	3 723 123	-	-	-	3 723 123	3 939 191
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	1	-	139 970	-	-	-	139 971	-
Coût								
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	1	1 175 000	3 862 393	1 028 441	80 378	-	6 146 213	5 930 466
Entrées	-	-	700	-	-	77 500	78 200	-
Solde au 31 décembre 2018	1	1 175 000	3 863 093	1 028 441	80 378	77 500	6 224 413	5 930 466
Cumul des amortissements et des pertes de valeur								
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	-	470 000	3 097 293	330 562	40 022	-	3 937 877	-
Amortissement	-	235 000	484 987	146 916	12 742	-	879 645	-
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-	-	2 500 000
Solde au 31 décembre 2018	-	705 000	3 582 280	477 478	52 764	-	4 817 522	2 500 000
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	1	470 000	280 813	550 963	27 614	77 500	1 406 891	3 430 466

- a) Des radiations d'immobilisations incorporelles de 101 748 \$ sont incluses dans les charges liées aux technologies inscrites à l'état consolidé du résultat global.

Le goodwill est attribué aux unités génératrices de trésorerie comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Solutions d'ORC	-	1 439 191
Solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique	-	1 991 275
	-	3 430 466

Tests de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation annuels, le goodwill est attribué à chacune des unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises ayant donné lieu au goodwill. La totalité de ce goodwill a été attribuée aux unités génératrices de solutions d'ORC et de solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée en fonction de calculs de leur valeur d'utilité tenant compte de prévisions détaillées sur trois ans dans le cas des solutions d'ORC et sur cinq ans dans le cas des solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique, suivis par une extrapolation des flux de trésorerie attendus déterminés d'après des taux de croissance fixés par la direction. Les taux de croissance correspondent aux taux de croissance moyens à long terme des services offerts par chacune des unités génératrices de trésorerie. Quant aux taux d'actualisation, ils reflètent les ajustements appropriés découlant du risque de marché et d'autres facteurs de risque propres à chacune des unités génératrices de trésorerie.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les principales hypothèses qui sous-tendent les calculs de la valeur d'utilité sont les suivantes :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Solutions d'ORC		
Taux de croissance	3 %	3 %
Taux d'actualisation	28 %	28 %
Commercialisation numérique		
Taux de croissance	3 %	3 %
Taux d'actualisation	20 %	20 %

Taux de croissance

Les taux de croissance correspondent aux taux de croissance estimés à long terme de la production de chaque UGT. Des taux de croissance de 3 %, fondés sur la tendance prévue des années à venir, ont été employés.

Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation reflètent les ajustements appropriés découlant du risque de marché et d'autres facteurs de risque propres aux UGT.

Hypothèses relatives aux flux de trésorerie

Les principales hypothèses de la direction visent notamment la croissance des flux de trésorerie en fonction des clients actuels et potentiels qui, selon la direction, est la donnée d'entrée disponible la plus valable sur laquelle fonder les prévisions relatives à ce marché en croissance. Les projections de flux de trésorerie reflètent un léger accroissement des marges bénéficiaires à compter de 2020.

Compte tenu des données commerciales des trois années précédentes, les prévisions de la direction de 2019 ont été mises à jour par rapport aux projections de flux de trésorerie de 2018. Le test de dépréciation, qui tient compte des flux de trésorerie révisés, a donné lieu à une perte de valeur du goodwill de 1 439 191 \$ et de 2 500 000 \$ en 2018 (1 700 000 \$ pour les solutions d'ORC et 800 000 \$ pour les solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique), laquelle a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat global au poste « Perte de valeur du goodwill ».

12. Crédoiteurs et charges à payer

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer ^{a)}	436 210	1 298 150
Salaires et charges sociales	71 440	76 969
Produits non acquis	180 536	-
Avance payable au titre de la participation ne donnant pas le contrôle, sans intérêts	-	63 426
	688 186	1 438 545

a) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a réglé certaines sommes dues au moyen de l'émission de capital social d'une valeur de 105 000 \$ (107 709 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018), ce qui s'est traduit par une diminution de 105 000 \$ (160 057 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018) des crédoiteurs et charges à payer. En 2018, un profit de 52 348 \$ a été comptabilisé au poste « Profit au règlement de passifs » de l'état consolidé du résultat global.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a négocié certaines sommes dues à des fournisseurs, ce qui s'est traduit par une diminution de 12 411 \$ (228 468 \$ en 2018) des crédoiteurs et charges à payer. Ce profit a été comptabilisé au poste « Profit au règlement de passifs » de l'état consolidé du résultat global.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

En février 2014, la société a repris une obligation de 1 000 000 \$ liée au règlement d'un jugement rendu par la Cour supérieure du Québec le 4 décembre 2013 contre la société et deux de ses anciens administrateurs et fondateurs par suite d'une saisie-arrêt prononcée contre la société dans le cadre d'un jugement rendu contre les anciens administrateurs et fondateurs en question. Une somme de 750 000 \$ a été versée à la conclusion du règlement, en février 2014, et le solde et les intérêts devaient être payés au plus tard le 27 juin 2014. Au 31 décembre 2017, il restait un montant de 196 690 \$ à payer.

La société et Usemyservices Inc. ont finalisé et signé une entente de règlement entre les deux parties, et la Cour supérieure a homologué la transaction en décembre 2017. Une somme de 536 706 \$, majorée des intérêts, a été remise à la société par l'huissier de justice le 2 mai 2018.

13. Instruments d'emprunt convertibles

Débetures convertibles garanties de 2019

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a émis des débetures convertibles garanties de 500 000 \$ qui peuvent être converties, au gré du porteur, en tout temps à compter du 16 février 2019 et jusqu'au 15 janvier 2021 en 3 333 333 actions ordinaires de la société à 0,15 \$ l'action. Ces débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 12 %, les intérêts étant payables semestriellement en trésorerie ou en actions ordinaires au gré du porteur.

À la date de la transaction, la juste valeur de la composante passif des débetures convertibles était estimée à 443 195 \$. La société a imputé la juste valeur des débetures convertibles à la composante passif en actualisant les flux de trésorerie futurs selon un taux d'actualisation de 20 %. La différence entre la juste valeur des débetures convertibles et le produit de l'émission de 500 000 \$ a été affectée à la composante capitaux propres.

Débetures convertibles garanties de 2016

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a émis des débetures convertibles garanties de 500 000 \$ qui peuvent être converties, au gré du porteur, en tout temps à compter du 5 octobre 2016 et jusqu'au 30 mars 2018 en 3 333 333 actions ordinaires de la société à 0,15 \$ l'action. Ces débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 8 %, les intérêts étant payables trimestriellement.

À la date de la transaction, la juste valeur de la composante passif des débetures convertibles était estimée à 305 562 \$. La société a imputé la juste valeur des débetures convertibles à la composante passif en actualisant les flux de trésorerie futurs selon un taux d'actualisation de 25 %. La différence entre la juste valeur des débetures convertibles et le produit de l'émission de 500 000 \$ a été affectée à la composante capitaux propres.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la tranche restante de ces débetures d'un montant de 320 000 \$ (180 000 \$ en 2017), majoré des intérêts courus de 25 600 \$ (26 135 \$ en 2017), a été convertie intégralement en 2 304 000 actions ordinaires (1 320 898 en 2017).

Le 16 juillet 2018, la société a reporté la date d'échéance d'une débenture d'un montant de 2 705 566 \$ portant intérêt à un taux de 12 % et pouvant être convertie en actions ordinaires de la société au prix de 0,35 \$ l'action (la « débenture »), qui avait initialement été émise le 1^{er} septembre 2016. La date d'échéance de la débenture a été reportée au 30 juin 2020.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les tableaux suivants présentent les composantes des instruments d'emprunt convertibles :

	Composante passif	Réserve au titre de l'option de conversion incorporée	Total de la composante capitaux propres	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	-	3 462 531	3 462 531	3 462 531
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	82 009	324 668	324 668	406 677
Remboursement d'instruments d'emprunt convertibles	(30 000)	-	-	(30 000)
Instruments d'emprunt convertibles qui ont été émis au cours de l'exercice	443 195	56 805	56 805	500 000
Solde au 31 décembre 2019	495 204	3 844 004	3 844 004	4 339 208

	Composante passif	Réserve au titre de l'option de conversion incorporée	Total de la composante capitaux propres	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	311 922	3 136 269	3 136 269	3 448 191
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	33 678	326 262	326 262	359 940
Instruments d'emprunt convertibles qui ont été convertis au cours de l'exercice	(345 600)	-	-	(345 600)
Solde au 31 décembre 2018	-	3 462 531	3 462 531	3 462 531

14. Dette à long terme

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Emprunt bancaire à terme, exigible en juin 2021, portant intérêt au taux de base variable majoré de 3,3 % (taux effectif de 9,35 % au 31 décembre 2019; 9,35 % au 31 décembre 2018), capital remboursable à la date d'échéance et paiements d'intérêts mensuels. Cet emprunt est garanti par une hypothèque mobilière de 1 000 000 \$ grevant l'ensemble des actifs de la société ^{a)}	1 000 000	1 000 000
Prêt consenti par le gouvernement, exigible en février 2022, sans intérêts, remboursable par versements mensuels de 2 190 \$	48 197	74 477
Prêt consenti par le gouvernement, exigible en décembre 2020, portant intérêt au taux de base variable majoré de 2% (5,95 % au 31 décembre 2019), capital remboursable à la date d'échéance et paiements d'intérêts mensuels. Cet emprunt est garanti par une hypothèque mobilière de 265 920 \$ grevant le crédit d'impôt à recevoir de la société	177 280	-
	1 225 477	1 074 477
Moins la partie courante ^{a)}	(1 203 560)	(1 026 280)
Partie non courante	21 917	48 197

a) Aux termes de la convention de crédit, la société est tenue de respecter les ratios financiers suivants :

- Ratio du fonds de roulement minimal de 1,1:1;
- Ratio des emprunts à terme sur l'actif net tangible attribuable aux actionnaires d'un maximum de 0,35:1.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Au 31 décembre 2019, la société ne respectait pas le ratio des emprunts à terme sur l'actif net tangible attribuable aux actionnaires et, par conséquent, l'emprunt bancaire à terme de 1 000 000 \$ a été reclassé dans les passifs courants. Au 31 décembre 2018, la société ne respectait pas le ratio du fonds de roulement et, par conséquent, l'emprunt à terme bancaire de 1 000 000 \$ a été reclassé dans les passifs courants.

Les versements de capital exigibles sur la dette à long terme pour les exercices à venir se présentent comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Moins de un an	1 203 560	1 026 280
Entre un an et cinq ans	21 917	48 197
Total	1 225 477	1 074 477

15. Capitaux propres

a) Capital social autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en une ou plusieurs séries, les administrateurs ayant l'autorisation de déterminer les désignations, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions s'y rattachant.

La variation du capital social de la société s'établit comme suit :

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Note	Montant \$	Montant \$	Montant \$
Solde à l'ouverture		200 144 815	36 281 451	189 397 749
Actions émises dans le cadre d'un placement privé ^{a)}		16 783 216	616 796	-
Actions émises à la conversion d'instruments d'emprunt convertibles	13	-	-	2 133 333
Actions émises à l'exercice de bons de souscription ^{b)}		-	-	7 347 167
Actions émises au règlement de passifs	12	1 500 000	105 000	695 899
Paiements fondés sur des actions ^{c)}		250 000	12 500	-
Actions émises à l'exercice d'options sur actions		-	-	400 000
Actions émises pour intérêts	13	-	-	170 667
Solde à la clôture		218 678 031	37 015 747	200 144 815

a) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 7 692 307 actions ont été émises au prix de 0,065 \$ l'action (néant en 2018) dans le cadre d'un placement privé, pour une contrepartie totale en trésorerie de 500 000 \$.

De plus, 9 090 909 actions ont été émises au prix de 0,055 \$ l'action dans le cadre d'un placement privé, pour une contrepartie totale en trésorerie de 500 000 \$. Dans le cadre du placement privé, les investisseurs ont également reçu un total de 9 090 909 bons de souscription de la société pouvant être exercés au prix de 0,075 \$. Un total de 383 204 \$ du prix d'émission a été affecté aux bons de souscription.

b) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 7 347 167 actions ont été émises par suite de l'exercice de bons de souscription. Un montant total de 1 389 901 \$ lié à l'exercice de bons de souscription a été comptabilisé dans le capital social.

c) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a émis 250 000 actions ordinaires en échange de services ayant une juste valeur de 12 500 \$. La juste valeur a été déterminée au moyen de la juste valeur des actions ordinaires émises.

b) Options sur actions

La société a mis en place un régime d'options sur actions incitatif (le « régime d'options ») aux termes duquel le conseil d'administration de la société peut, à l'occasion et à sa discrétion, octroyer à des administrateurs, à des dirigeants, à des employés et à d'autres membres clés du personnel de la société des options sur actions, à condition que le nombre d'actions ordinaires réservées pour émission aux

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

termes du régime d'options ne dépasse pas 10 % des actions ordinaires émises et en circulation pouvant être exercées pour une période allant jusqu'à cinq (5) ans. Les droits sur les options sur actions deviennent acquis sur une période approuvée par le conseil d'administration. Des options peuvent être octroyées aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés et aux fournisseurs de services de la société. Le prix par action ordinaire, le nombre d'actions ordinaires et toutes les autres modalités et conditions rattachées aux options attribuées aux termes du régime d'options sont déterminés par les membres du conseil.

Les variations des options sur actions de la société se présentent comme suit :

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde à l'ouverture	9 628 897	0.23	13 241 417	0.24
Attribués	9 867 771	0.08	2 127 400	0.32
Exercées	-	-	(400 000)	0.15
Déchues	(1 002 404)	0.30	(1 126 673)	0.29
Expirées/annulées	(4 220 674)	0.21	(4 213 247)	0.24
Solde à la clôture	14 273 590	0.13	9 628 897	0.23
Options pouvant être exercées	7 358 768	0.17	6 815 980	0.23

Les options sur actions en cours au 31 décembre 2019 s'établissent comme suit :

Fourchette des prix d'exercice	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	Options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0.05	4.34	83 347	0.05	83 347	0.05
0.055	2.47	1 670 453	0.055	1 670 453	0.055
0.075	2.41	318 300	0.075	-	0.075
0.08	2.47	7 712 324	0.08	1 285 388	0.08
0.10	1.91	92 500	0.10	46 250	0.10
0.15	0.34	2 350 000	0.15	2 350 000	0.15
0.35	0.99	2 046 666	0.35	1 923 330	0.35
	1.91	14 273 590	0.13	7 358 768	0.17

Les options sur actions en cours au 31 décembre 2018 s'établissent comme suit :

Fourchette des prix d'exercice	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	Options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0.10	2.91	292 400	0.10	-	0.10
0.15	1.51	5 198 333	0.15	4 173 328	0.15
0.35	2.25	4 138 164	0.35	2 642 652	0.35
	1.87	9 628 897	0.23	6 815 980	0.23

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les options sur actions en cours à la clôture de l'exercice sont assorties des dates d'échéance et des prix d'exercice suivants :

Date d'expiration	Prix d'exercice	Options sur actions	
		31 décembre 2019	31 décembre 2018
9 janvier 2020	0,15	1 550 000	2 498 333
7 février 2020	0,35	-	33 166
9 mai 2020	0,35	250 000	316 666
30 juin 2020	0,35	460 000	530 000
28 septembre 2020	0,35	410 000	646 666
28 novembre 2020	0,35	316 666	400 000
9 décembre 2020	0,15	800 000	2 200 000
23 janvier 2021	0,15	-	500 000
26 février 2021	0,35	345 000	453 333
26 avril 2021	0,35	-	120 000
27 mai 2021	0,35	25 000	208 333
7 juin 2021	0,35	-	750 000
26 novembre 2021	0,10	92 500	292 400
29 mai 2022	0,075	318 300	-
21 juin 2022	0,08	7 712 324	-
21 juin 2022	0,055	1 670 453	-
16 octobre 2022	0,35	240 000	680 000
1 ^{er} mai 2024	0,05	83 347	-
		14 273 590	9 628 897

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 400 000 options sur actions ont été exercées pour un total de 60 000 \$ en trésorerie. Un montant de 10 790 \$ a été transféré de la réserve relative aux options au capital social. Le cours moyen pondéré de l'action à la date de l'exercice était de 0,15 \$.

Un montant de 162 224 \$ a été passé en charges à titre de rémunération fondée sur des actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (219 375 \$ en 2018). Le crédit compensatoire a été comptabilisé dans la réserve relative aux options. La charge de rémunération fondée sur des actions a été calculée en fonction de la juste valeur moyenne pondérée des options attribuées établie selon le modèle de Black-Scholes à partir des hypothèses indiquées ci-après et du nombre d'options sur lesquelles il est prévu que les droits seront acquis. La volatilité des actions ordinaires de la société a été estimée en fonction des données passées sur la durée de vie attendue des options.

Le 6 juin 2018, la société a émis 750 000 options sur actions ayant une juste valeur à la date d'attribution de 0,066 \$ par option à un prix d'exercice de 0,35 \$, en guise de rémunération pour des services de relations avec les investisseurs devant être fournis durant une période minimale de six mois. Les options arrivent à échéance 30 jours après l'expiration de la convention et seront comptabilisées au cours de la durée de vie attendue de la convention. Un crédit de 2 548 \$ a été comptabilisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 du fait qu'une provision trop élevée avait été inscrite en 2018 (39 725 \$ en 2018).

La juste valeur estimée de chaque option attribuée a été établie à la date d'attribution selon le modèle de Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Cours de l'action	0,05 \$ à 0,06 \$	0,08 \$ à 0,15 \$
Prix d'exercice	0,05 \$ à 0,08 \$	0,10 \$ à 0,35 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,4 % à 1,55 %	1,9 % à 2,26 %
Durée de vie attendue	3 à 5 ans	2 à 3 ans
Volatilité estimative attendue	133 % à 139 %	123 % à 139 %
Taux de rendement en dividende	néant	néant
Juste valeur des options attribuées	0,03 \$ à 0,04 \$	0,04 \$ à 0,10 \$

La volatilité des actions ordinaires de la société a été estimée en fonction des données historiques et de la durée de vie attendue des options.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

c) Autres comptes de capitaux propres

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Surplus d'apport	13 072 387	8 594 675
Réserve relative aux options	761 658	892 070
Réserve relative aux bons de souscription	418 651	4 223 071
Solde à la clôture	14 252 696	13 709 816

d) Surplus d'apport

Les variations du surplus d'apport de la société au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Solde à l'ouverture	8 594 675	8 158 189
Bons de souscription expirés ou annulés	4 187 624	304 454
Options sur actions expirées ou annulées	290 088	132 032
Solde à la clôture	13 072 387	8 594 675

e) Réserve relative aux options

Les variations de la réserve relative aux options de la société au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Solde à l'ouverture	892 070	775 792
Paiements fondés sur des actions	159 676	259 100
Options sur actions expirées ou annulées	(290 088)	(132 032)
Options sur actions exercées	-	(10 790)
Solde à la clôture	761 658	892 070

f) Réserve relative aux bons de souscription

Les variations de la réserve relative aux bons de souscription de la société au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	31 décembre 2019			31 décembre 2018		
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré Montant \$	\$	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré Montant \$	\$
Bons de souscription émis et en cours						
Solde à l'ouverture	23 097 857	4 223 071	0.45	30 244 387	4 476 094	0.27
Expirés/annulés au cours de l'exercice	(22 870 584)	(4 187 624)	0.45	(6 199 363)	(304 454)	0.18
Émis au cours de l'exercice ^{a)}	9 090 906	383 204	0.075	6 400 000	339 257	0.45
Exercés au cours de l'exercice	-	-	-	(7 347 167)	(287 826)	0.15
Solde à la clôture	9 318 179	418 651	0.08	23 097 857	4 223 071	0.45

a) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, dans le cadre d'un placement privé, la société a émis 9 090 909 bons de souscription évalués à 383 204 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 6 200 000 bons de souscription ont été exercés dans le cadre d'un programme incitatif offert par la société. La valeur historique des bons de souscription comptabilisés initialement dans la réserve relative aux bons de souscription était de 248 000 \$.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

La valeur totale (y compris le produit en trésorerie de 930 000 \$ reçu à l'exercice des options) a été comptabilisée à hauteur de 328 000 \$ dans la réserve relative aux bons de souscription au titre des nouveaux bons de souscription émis dans le cadre de ce programme et à hauteur de 850 000 \$ dans le capital social.

La juste valeur des bons de souscription émis a été estimée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black-Scholes, en fonction des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Cours de l'action	0,05\$	0,175 \$
Prix d'exercice	0,075 \$	0,10 \$ à 0,46 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,66 %	1,90 %
Durée de vie attendue	5 ans	1 an
Volatilité estimative attendue	134 %	139 %
Taux de rendement en dividende	néant	néant
Juste valeur moyenne pondérée des bons de souscription émis	0,04 \$	0,05 \$

La volatilité des actions ordinaires de la société a été estimée en fonction des données passées sur la durée de vie attendue des bons de souscription.

Les dates d'échéance et les prix d'exercice des bons de souscription en cours à la clôture de l'exercice s'établissent comme suit :

Date d'expiration	Prix d'exercice	Bons de souscription	
		31 décembre 2019	31 décembre 2018
21 avril 2019	0,35	-	1 041 666
21 avril 2019	0,46	-	21 828 918
21 novembre 2020	0,08	27 273	27 273
30 décembre 2021	0,10	200 000	200 000
21 mai 2024	0,075	9 090 906	-
		9 318 179	23 097 857

16. Charges financières, montant net

Les charges financières comprennent les éléments suivants :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Produits d'intérêts	(17 036)	(36 258)
Intérêts et frais bancaires	64 746	22 102
Charges d'intérêts liées à l'emprunt à vue et à la dette à long terme	107 267	121 937
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	82 009	33 678
Intérêts sur les obligations locatives (note 10)	10 563	-
Perte de change	22 616	88 782
Total des charges financières avant activités abandonnées	270 165	230 241
Activités abandonnées	(1 261)	(20 407)
Total des charges financières	268 904	209 834

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

17. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt comprend les éléments suivants :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Charge (produit) d'impôt exigible de l'exercice considéré	16 950	(40 869)
Total de l'impôt exigible	16 950	(40 869)
Produit d'impôt différé afférent au renversement des différences temporaires	(11 168)	(110 408)
Total du produit d'impôt différé	(11 168)	(110 408)
Charge (produit) d'impôt de l'exercice	5 782	(151 277)

L'impôt sur la perte avant impôts de la société diffère du montant théorique qui serait calculé au moyen du taux d'impôt canadien applicable au résultat des entités consolidées, comme l'indique le tableau ci-après :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Perte avant impôt	(5 713 940)	(7 672 726)
Impôt calculé aux taux d'imposition s'appliquant au Canada	26,6 %	26,7 %
Impôt au taux effectif	(1 519 908)	(2 048 618)
Incidence fiscale des éléments suivants :		
Perte de valeur du goodwill	382 825	667 500
Dépenses non déductibles aux fins fiscales	60 826	68 086
Incidence de la différence avec le taux d'imposition des filiales	43 388	(15 006)
Avantage fiscal non comptabilisé	1 363 276	1 160 399
Utilisation de pertes fiscales pour lesquelles aucun avantage n'a été constaté	(300 269)	-
Autres	(24 356)	16 362
Charge (produit) d'impôt	5 782	(151 277)

	31 décembre 2018	Comptabilisé en résultat net	31 décembre 2019
	\$	\$	\$
Actifs non courants			
Immobilités incorporelles	48 261	(11 168)	37 093
	48 261	(11 168)	37 093

	31 décembre 2017	Comptabilisé en résultat net	31 décembre 2018
	\$	\$	\$
Actifs non courants			
Immobilités incorporelles	141 158	(92 897)	48 261
Passifs non courants			
Instruments d'emprunt convertibles	17 511	(17 511)	-
	158 669	(110 408)	48 261

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les différences temporaires déductibles non comptabilisées, pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé, sont présentées dans le tableau suivant. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre de ces éléments, car il est peu probable que la société dispose de bénéfices imposables futurs auxquels les avantages pourraient être imputés.

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Frais d'émission d'actions	486 301	660 789
Report de pertes fiscales d'exploitation	41 233 000	36 054 000
	41 719 301	36 714 789

Au 31 décembre 2019, la société disposait de pertes autres qu'en capital aux fins de l'impôt sur le résultat au Canada qui expirent aux dates suivantes:

	2019
	\$
2031	1 173 000
2032	3 930 000
2033	5 187 000
2034	8 393 000
2035	3 602 000
2036	3 812 000
2037	6 149 000
2038	3 828 000
2039	5 159 000
Total	41 233 000

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

18. Instruments financiers

La société est exposée à divers risques financiers découlant de ses activités d'exploitation. La direction de la société veille à assurer la gestion de ces risques financiers. La société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, y compris des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation.

a) Catégories d'évaluation

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs pour chaque catégorie au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Actifs		
Coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 037 511	479 803
Clients et autres débiteurs (exception faite des taxes de vente et du crédit d'impôt à recevoir)	188 203	562 856
Total des prêts et créances	1 225 714	1 042 659
Passifs		
Coût amorti		
Créditeurs et charges à payer (exception faite des salaires et charges sociales)	616 746	1 361 576
Emprunts à vue	-	150 000
Instruments d'emprunt convertibles	495 204	-
Dette à long terme	1 225 477	1 074 477
Total du coût amorti	2 337 427	2 586 053

b) Juste valeur

La valeur comptable nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs (exception faite des actifs non financiers) ainsi que des créditeurs et charges à payer (exception faite des passifs non financiers) est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de tous ces montants.

La juste valeur des instruments d'emprunt convertibles et de l'emprunt à vue se rapproche de leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme. La juste valeur de la dette à long terme, qui diffère de manière négligeable de sa valeur comptable, est estimée selon une approche fondée sur les flux de trésorerie actualisés, selon laquelle les flux de trésorerie contractuels sont actualisés à l'aide de taux d'actualisation dérivés de taux d'intérêt observables sur le marché pour des emprunts similaires comportant un risque similaire. Ces instruments d'emprunt ont été classés au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

c) Risque de marché

Les principaux risques auxquels la société est exposée sont les suivants :

i. Risque de taux d'intérêt

La dette à court terme de la société est exposée à des risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt. En 2019, la société a conclu des accords de financement assortis de taux d'intérêt correspondant au taux préférentiel canadien majoré de 2 % (néant en 2018). Au 31 décembre 2019, la dette à court terme portant intérêt au taux préférentiel canadien majoré de 2 % (néant en 2018) était de 177 280 \$ (néant en 2018).

La dette à long terme de la société est exposée à des risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt. La société a conclu des accords de financement assortis de taux d'intérêt correspondant au taux préférentiel canadien majoré de 3,3 % (3,3 % pour la dette à long terme en 2018). Au 31 décembre 2019, la dette à long terme portant intérêt au taux préférentiel canadien majoré de 3,3 % (3,3 % pour la dette à long terme en 2018) était de 1 000 000 \$ (1 000 000 \$ en 2018). Étant donné l'encours aux 31 décembre 2019 et 2018, une variation de 1 % du taux préférentiel canadien n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

ii. Risque de change

La monnaie fonctionnelle de la société est le dollar canadien. La société est exposée au risque de change, car une partie de ses soldes monétaires est libellée en dollars américains, en pesos philippins et en pesos argentins. La société est donc exposée à des écarts de change découlant des fluctuations de ces monnaies. La société n'a pas recours à des instruments dérivés pour gérer son exposition au risque de change.

Certains soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de débiteurs et de créditeurs de la société sont libellés en monnaies étrangères, c'est pourquoi la société est exposée au risque de change sur ces montants. Les soldes en monnaies étrangères aux 31 décembre 2019 et 2018 s'établissent comme suit :

	31 décembre 2019		
	Dollar américain	Peso philippin	Peso argentin
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 655	-	991 398
Clients et autres débiteurs	50 158	-	4 680 928
Créditeurs et charges à payer	(757)	-	(1 787 099)
Solde, montant net	94 056	-	3 885 227
\$ CA	122 161	-	84 286

	31 décembre 2018		
	Dollar américain	Peso philippin	Peso argentin
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	80 271	318 752	480 381
Clients et autres débiteurs	45 531	604 428	2 882 196
Créditeurs et charges à payer	(43 974)	(4 074 686)	(1 397 107)
Solde, montant net	81 828	(3 151 506)	1 965 470
\$ CA	111 630	(81 819)	71 320

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Selon les risques de change de la société indiqués dans le tableau, une variation des taux de change à la date de clôture des devises ci-dessus tenant compte d'une appréciation de 5 % du dollar américain, du peso philippin et du peso argentin aurait l'incidence suivante sur le résultat global, en supposant que toutes les autres variables soient demeurées constantes :

	31 décembre 2019		
	Dollar américain	Peso philippin	Peso argentin
	\$	\$	\$
Augmentation (diminution) de la perte nette et des capitaux propres	(8 804)	12 358	15 074

	31 décembre 2018		
	Dollar américain	Peso philippin	Peso argentin
	\$	\$	\$
Augmentation de la perte nette et des capitaux propres	13 366	9 008	10 536

Si ces devises s'étaient dépréciées de 5 %, l'effet sur la perte nette aurait été le même, mais dans la direction opposée, en supposant que toutes les autres variables soient demeurées constantes.

d) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la société subisse une perte imprévue si un client ou un tiers à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Les instruments financiers qui pourraient exposer la société au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les clients et autres débiteurs (exception faite des taxes de vente et du crédit d'impôt). La société compense ces risques en déposant sa trésorerie auprès d'institutions financières internationales ayant une notation de crédit à faible risque. Le risque de crédit associé aux clients et autres débiteurs n'est pas important en raison des courts délais de recouvrement de la société et de la solvabilité de ses clients.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la société ne puisse pas respecter ses obligations à l'échéance. (Voir la note 2 b), « Continuité de l'exploitation »).

L'emprunt à terme bancaire de la société est garanti par une hypothèque mobilière de 1 000 000 \$ grevant la totalité des actifs de la société (1 000 000 \$ en 2018). La société gère le risque de liquidité par la gestion de sa structure du capital et de son endettement financier, comme il en est fait mention dans l'analyse des informations à fournir concernant le capital qui figurent à la note 19 ci-après. Elle gère aussi le risque de liquidité en surveillant de manière constante les flux de trésorerie réels et prévus. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement de la société, ainsi que les transactions significatives qui sortent du cours normal des activités. De plus, une large part des créanciers et des dettes de la société est à payer à la direction ou à d'autres parties prenantes de la société.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers :

	31 décembre 2019				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contactuels	Moins de 1 an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	616 746	616 746	616 746	-	-
Instruments d'emprunt convertibles	495 204	590 000	60 000	530 000	-
Emprunt bancaire à terme et prêt consenti par le gouvernement	1 225 477	1 372 042	1 342 848	29 194	-
	2 337 427	2 578 788	2 019 594	559 194	-

	31 décembre 2018				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contactuels	Moins de 1 an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	1 361 576	1 361 576	1 361 576	-	-
Emprunt à vue	150 000	210 000	200 000	10000,0	-
Emprunt bancaire à terme et prêt consenti par le gouvernement	1 074 477	1 314 282	1 122 085	192 197	-
	2 586 053	2 885 858	2 683 661	202 197	-

19. Gestion du capital

Le capital de la société est composé du total des capitaux propres, de l'emprunt à vue, des instruments d'emprunt convertibles et de la dette à long terme.

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Total des capitaux propres	83 047	3 749 392
Emprunt à vue	-	150 000
Instruments d'emprunt convertibles	495 204	-
Dette à long terme	1 225 477	1 074 477
	1 803 728	4 973 869

Les objectifs de gestion du capital de la société sont les suivants :

- Maintenir la capacité financière nécessaire pour respecter les obligations courantes et assurer la continuité de l'exploitation;
- Maintenir la capacité financière nécessaire pour réaliser les plans stratégiques;
- Empêcher l'érosion du capital.

Dans le cadre de la gestion du capital, la société relève et évalue régulièrement les risques qui menacent sa capacité à réaliser ses objectifs de gestion du capital et elle détermine la stratégie à adopter pour atténuer ces risques. La société n'est assujettie à aucune exigence externe en matière de capital.

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

20. Transactions entre parties liées

Le tableau qui suit présente les transactions entre parties liées et les soldes entre la société et des parties qui lui sont liées :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Transactions:		
Honoraires contactuels et professionnels versés à des dirigeants et à des administrateurs ^{a)}	-	25 000
	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Soldes :		
Sommes à payer à des administrateurs et à certains des principaux dirigeants de la société, sans intérêts	212 061	212 243

- a) La société conclut des contrats de service avec ses principaux dirigeants aux termes desquels ces dirigeants fournissent des conseils et des services de gestion à la société en échange d'honoraires.

La rémunération des administrateurs et d'autres membres clés du personnel de direction s'est établie comme suit pour les exercices indiqués :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Salaires, avantages du personnel, commissions et honoraires de consultation	633 883	884 432
Rémunération fondée sur des actions	94 949	110 433
	728 832	994 865

21. Informations incluses dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Clients et autres débiteurs	(47 261)	696 383
Charges payées d'avance	50 481	118 129
Créditeurs et charges à payer	(424 594)	(1 032 182)
Impôt sur le résultat exigible	-	(69 398)
	(421 374)	(287 068)

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

Les variations des passifs de la société découlant des activités de financement, à l'exception de l'obligation locative (voir la note 9), peuvent être classées comme suit :

	Instruments d'emprunt convertibles	Emprunt à vue	Dettes à long terme	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	-	150 000	1 074 477	1 224 477
Flux de trésorerie :				
Remboursement	(30 000)	(150 000)	(26 280)	(206 280)
Produit d'émissions	500 000	-	177 280	677 280
Éléments hors trésorerie :				
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	82 009	-	-	82 009
Instruments d'emprunt convertibles émis et présentés à titre de capitaux propres	(56 805)	-	-	(56 805)
Solde au 31 décembre 2019	495 204	-	1 225 477	1 720 681
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	311 922	250 000	1 110 757	1 672 679
Flux de trésorerie :				
Remboursement	-	(50 000)	(36 280)	(86 280)
Éléments hors trésorerie :				
Intérêts et charge de désactualisation liée aux intérêts	33 678	-	-	33 678
Convertis au cours de l'exercice	(345 600)	-	-	(345 600)
Reclassement	-	(50 000)	-	(50 000)
Solde au 31 décembre 2018	-	150 000	1 074 477	1 224 477

22. Information sectorielle

La société exerce ses activités et présente ses résultats en fonction d'un seul et même secteur d'exploitation à présenter (trois en 2018), à savoir le secteur du traitement des transactions par cartes à puce. Auparavant, la structure de la société comprenait trois secteurs d'exploitation à présenter, soit le secteur des solutions de paiement, le secteur des solutions d'ORC et le secteur des solutions de commercialisation numérique et de veille stratégique. Cette nouvelle structure composée d'un seul et unique secteur d'exploitation à présenter est suivie de près par le principal décideur opérationnel de la société et est alignée sur la structure organisationnelle et l'orientation stratégique de la société. Les secteurs ne dégagent pas de produits intersectoriels. La société exerce en outre ses activités dans cinq régions différentes (deux en 2018).

L'information financière de la société par secteur à présenter pour 2018 se présente comme suit :

	31 décembre 2018				
	Solutions de paiement	Solutions d'ORC	Solutions de commercia- lisation numérique et de veille stratégique	Montant non affecté	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes	252 488	372 343	-	-	624 831
Total des charges d'exploitation	(440 448)	(3 731 994)	(1 900 242)	(2 015 039)	(8 087 723)
Perte d'exploitation	(187 960)	(3 359 651)	(1 900 242)	(2 015 039)	(7 462 892)
Charges financières, montant net	-	(78 194)	(6 020)	(125 620)	(209 834)
Perte nette des activités poursuivies avant impôt sur le résultat	(187 960)	(3 437 845)	(1 906 262)	(2 140 659)	(7 672 726)
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées	(186 200)	-	431 935	-	245 735
Perte nette avant impôt sur le résultat	(374 160)	(3 437 845)	(1 474 327)	(2 140 659)	(7 426 991)

Solutions globales Mobi724 Inc.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les données par action)

L'information financière de la société par région se présente comme suit :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Ventes provenant de clients externes des activités poursuivies		
Amérique du Nord	257 175	-
Amérique Latine	806 688	624 831
	1 063 863	624 831

Tous les actifs non courants de la société sont situés au Canada.

23. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la société peut être exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Des provisions sont comptabilisées dans les passifs en présence d'obligations actuelles lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire à l'extinction des obligations et que le montant de ces passifs peut être évalué de façon fiable. Même s'il est possible que des passifs surviennent dans des cas où aucune provision n'a été constituée, la société n'a aucune raison de croire que la résolution définitive de ces questions aura une incidence significative sur sa situation financière.

24. Événements postérieurs à la date de clôture

Prêt-relais

Le 4 mars 2020, la société a remboursé le prêt de 177 280 \$ que lui avait consenti le gouvernement après avoir reçu de la part des autorités fiscales les paiements au titre de ses crédits d'impôt pour le développement des affaires électroniques pour 2018.

Le 27 mars 2020, la société a conclu, par l'intermédiaire de sa filiale entièrement détenue, First Equity Strategy LLC, une convention de prêt-relais de 201 100 \$ avec Investissement Québec. Le prêt-relais est garanti par les crédits d'impôt pour le développement des affaires électroniques de la société pour l'exercice 2019, qui devraient totaliser 268 205 \$. Un premier versement de 160 880 \$ a été reçu à ce jour, et le solde sera remis à la société au moment où elle produira sa déclaration de revenu pour 2019. Le prêt-relais portera intérêt à un taux supérieur de 2 % (2,5 %) au taux préférentiel en vigueur, les intérêts étant payables mensuellement, et sera remboursable lorsque les autorités fiscales verseront à la société les paiements au titre des crédits d'impôt pour le développement des affaires électroniques pour 2019, mais au plus tard le 31 décembre 2021. Le prêt-relais est également assujéti aux autres modalités et conditions d'usage.

Coronavirus

Après la clôture de l'exercice, l'écllosion d'un nouveau coronavirus (« COVID-19 ») a provoqué une crise sanitaire mondiale qui continuait d'ébranler l'économie mondiale et les marchés financiers à la date de préparation des présents états financiers.

Il est fort probable que ces événements entraînent des variations significatives des actifs et des passifs au cours du prochain exercice ou aient une incidence importante sur les activités futures. Vu la situation, la société a renégocié le taux d'intérêt de son emprunt bancaire à terme afin de le fixer à 0,00 % pour les six prochains mois, soit pour la période allant du 15 mars 2020 au 14 septembre 2020. En outre, elle a obtenu un sursis pour les versements d'avril, de mai et de juin exigibles aux termes de l'un de ses emprunts consentis par le gouvernement, qui prévoit des versements mensuels de 2 190 \$. Elle a également procédé à d'importantes mises à pied temporaires. Il demeure néanmoins impossible, à l'heure actuelle, de déterminer les répercussions financières qu'auront ces événements au cours des périodes à venir.